



CONSEIL MUNICIPAL du 8 mars 2021

Débat d'Orientation Budgétaire 2021



Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Objectifs du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) :

- ***Discuter des orientations budgétaires de la commune***
- ***Informar sur la situation financière***

Le DOB est une étape obligatoire conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT et doit se tenir dans un délai de deux mois avant le vote du Budget Primitif.

Un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) doit être présenté et comporter les orientations budgétaires pour les années à venir, les investissements envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

De plus, l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a introduit de nouvelles dispositions : chaque collectivité doit présenter ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en valeur et l'évolution du besoin de financement annuel.

Le ROB présente les hypothèses retenues pour la construction du budget annuel qui est donc à ce stade en cours de finalisation.

Les hypothèses retenues doivent permettre de garantir, sur le long terme, les équilibres budgétaires, et la solvabilité financière de la Ville.

Le bon équilibre est celui qui permet un programme d'investissements ambitieux pour les Carrillons.

Aussi, l'épargne et le délai de désendettement demeurent les éléments clé pour mesurer notre situation financière.

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



SOMMAIRE

Contexte socio économique

- Environnement global
- Environnement des collectivités locales

Bilan et Orientations budgétaires

- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de Fonctionnement
- Section d'investissement

Programmation des investissements

- Projets récurrents
- En phase Etudes
- A engager

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE * *ENVIRONNEMENT GLOBAL*

**Environnement
mondial**

Zone euro

France

Le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Il est donc proposé de mettre en perspective la dynamique de la commune avec les variables qu'elle ne maîtrise pas mais qui influent son quotidien comme les hypothèses en matière d'évolution de croissance, de l'inflation et de taux d'intérêt.

** Source : Perspectives Economiques OCDE Déc 2020, LFI 2021, Dossier Caisse d'Epargne réalisé par des experts du Groupe BPCE, responsables des études économiques de Natixis et des consultants secteur public d'Ecolocale*

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Environnement mondial

- **Exit les préoccupations de fin 2019 : l'économie mondiale a dû faire face à la pandémie mondiale de la COVID-19**
- Après une récession d'ampleur inédite au 1^{er} semestre, l'activité a pris l'allure de montagnes russes au 2^{ème} semestre.
- Prévission PIB Mondial : 2020 = - 4,2% 2021 = +4,2% 2022 = +3,7%
- Un rebond important est attendu en 2021 suivi d'une croissance plus ralentie

Zone euro

- Les pays plus touristiques (Espagne, France, Italie) ont souffert davantage que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants (Allemagne).
- Soutien massif des institutions supranationales : programme SURE* (100 Mds € pour atténuer les risques de chômage) et « Next Generation EU » 2021-2027 (750 Mds€ de prêts et subventions d'investissements)
- Politique accommodante de la BCE + programme PEPP* de 1 850 Mds €
- Prévission PIB Zone Euro : 2020 = - 7,5% 2021 = +3,5% 2022 = +3,25%

SURE Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency

PEPP Pandemic Emergency Purchase Program

France

- Réponses des pouvoirs publics massives : dispositif renforcé d'activité partielle, soutien aux TPE, plan de relance de 100 Mds€, réduction impôts de production.
- Nette dégradation des comptes publics, dette publique projetée à 120% du PIB en 2022
- Prévission PIB : 2020 = - 9,1% 2021 = +6,0% 2022 = +3,3%

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



France

PLAN DE RELANCE DE 100 MDS POUR 2020-2021

AXE 1
Transition écologique
36 milliards

Rénovation énergétique
des bâtiments (7 Mds €)
Infrastructures et mobilités
(8,6 Mds€)
Energie et technologie
verte (8,2 Mds €)

AXE 2
Compétitivité et
relocalisation
industrielle
34 milliards

Baisse des impôts de
production (20 Mds €)
Soutien au développement
des technologies 4,6 Mds €
Renforcement des fonds
propres de certaines ETI 3,6
Mds €
Relocalisation industrielle 1
Mds €

AXE 3
Cohésion sociale et
territoriale
36 milliards

Prolongement et
renforcement de l'activité
partielle (7,6 Mds €)
Aide à l'embauche 3 Mds €
Formation 4 Mds €
Segur de la santé 6 Mds €
Soutien aux collectivités
locales 5 Mds €

DETTE PUBLIQUE

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2019T3	2019T4	2020T1	2020T2	2020T3
Ensemble des adm. publiques	2414,7	2380,0	2438,4	2638,3	2674,3
en point de PIB (*)	100,0%	98,1%	101,4%	114,0%	116,4%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1946,9	1911,8	1958,2	2071,6	2107,3
Organismes divers d'adm. centrale	65,8	64,9	64,8	63,7	63,5
Administrations publiques locales	205,9	210,3	213,6	216,3	216,5
Administrations de sécurité sociale	196,1	193,1	201,8	286,7	287,1

Mais aussi :

- *Inflation : 0,0% en moyenne annuelle et hors tabac - 0,3%*
- *Taux d'intérêt faibles*

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITES LOCALES*

**Principaux éléments du PLF 2021
pour les collectivités locales**

**Impact sur le contexte budgétaire
de Carrières-sur-Seine de la
Covid19**

Le ROB repose également sur les évolutions législatives touchant les collectivités locales. Ces évolutions législatives sont présentement principalement dans le PLF (Projet de Loi de Finances)

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Principaux éléments du PLF 2021 pour les collectivités locales

Transferts financiers aux collectivités locales		2021 : 104	2020 : 116
--	--	-------------------	-------------------

Fiscalité transférée	37,4 (37,3)	Financement de la formation professionnelle	0,8 (1,2)
----------------------	----------------	---	--------------

Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage		2021 : 66,1	2020 : 74,1
---	--	--------------------	--------------------

Subventions autres ministères	4,7 (4,3)	Dégrèvements législatifs	9 (23)	Amendes de police	0,6 (0,6)
-------------------------------	--------------	--------------------------	-----------	-------------------	--------------

Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales		2021 : 51,9	2020 : 49,1
--	--	--------------------	--------------------

Prélèvements sur recettes dont	43,4 (40,9)	Mission RCT dont	4,2 (3,8)	TVA des régions	4,3 (4,4)
--------------------------------	----------------	------------------	--------------	-----------------	--------------

DGF	26,758	DGD	1,546
FCTVA	6,546	DETR	1,046
DCRTP	2,905	DSIL	0,570
Comp. exonérations fiscales	0,540	DGE Départements	0,212
Comp. réduction de 50% des val. loc. des étab. indust.	3,290		

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités en baisse : 104 Mds € contre 115,7 Mds en 2020:

- *directement liée à la suppression des dégrèvements de TH*
- *relative stabilité des dotations et des mesures de soutien à l'investissement*
- *réorganisation de la fiscalité pour les collectivités*

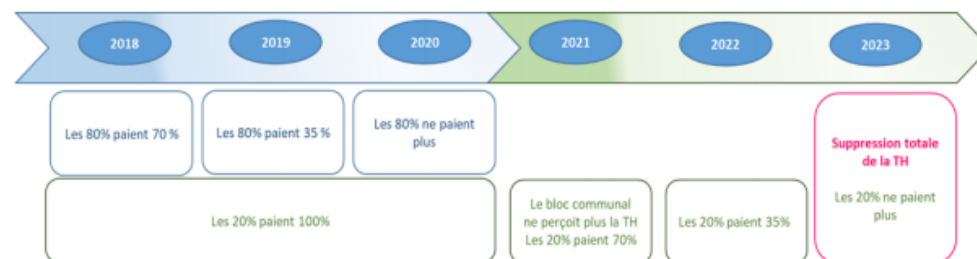
Points développés :

- *Suppression de la Taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales (THRP)*
- *Baisse des impôts de production de 10 milliards*
- *Reconduction de la clause de sauvegarde des recettes fiscales des communes et EPCI*
- *Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*
- *Suppression des taxes à faible rendement (par ex les taxes funéraires sur les convois, les inhumations et les crémations)*

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Principaux éléments du PLF 2021 pour les collectivités locales



Suppression de la Taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales (THRP)

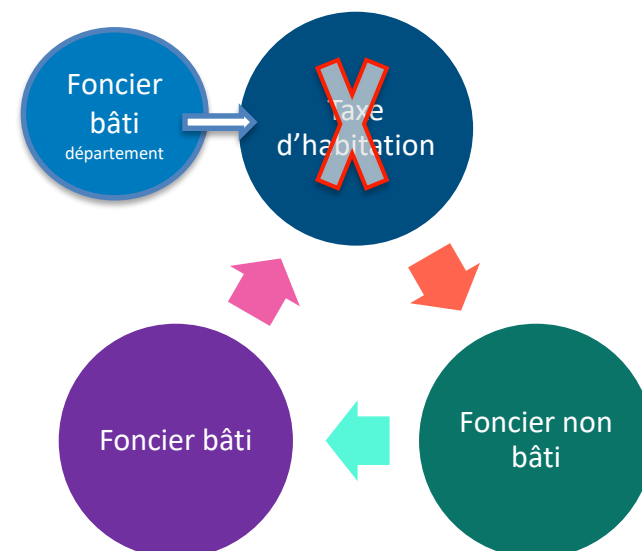
■ Modification des ressources fiscales

La commune ne perçoit plus la taxe d'habitation, c'est l'Etat qui percevra ce produit jusqu'à sa disparition.

En compensation, la taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) des départements est transférée aux communes.

- **Principe du coefficient correcteur** : ce transfert crée des disparités, les recettes de TFPB pouvant être supérieures (sur compensation) ou inférieures (sous compensation)

PS : la TH sur les résidences secondaires ou les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et sur les logements vacants est maintenue



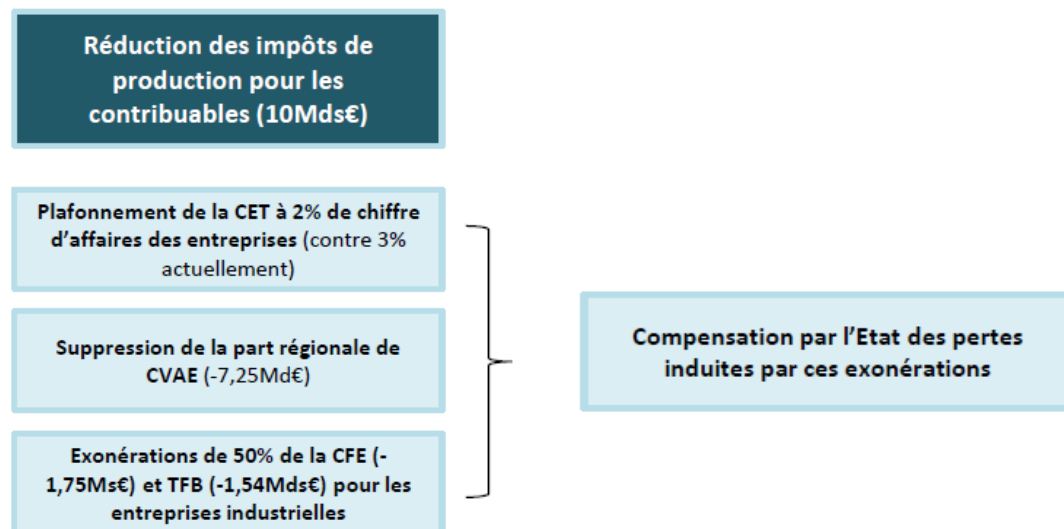
Impact direct Ville -> commune sous compensée

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



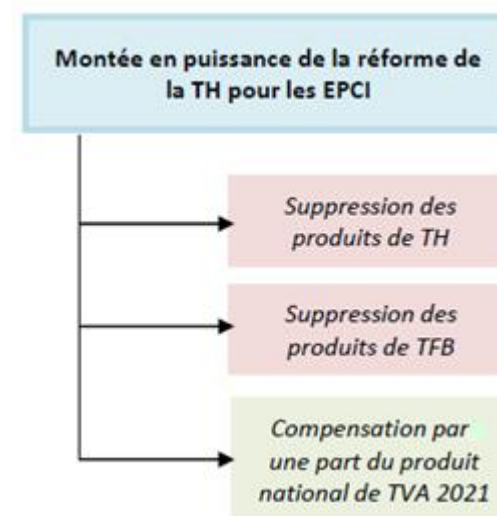
Principaux éléments du PLF 2021 pour les collectivités locales

Baisse des impôts de production de 10 milliards



Impact direct CASGBS

Qui voit aussi ses ressources modifiées



**Conséquence budget Ville =
Ajustement de l'AC par anticipation (2^{ème} année)
-0,75%**

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Principaux éléments du PLF 2021 pour les collectivités locales

Clause de sauvegarde des recettes fiscales des communes et EPCI

- Crise sanitaire -> 3^{ème} loi de finances rectificative (LFR) pour 2020 du 30 juillet dernier a instauré une série de mesures de soutien aux collectivités. L'une d'entre elles est la compensation des pertes, subies en 2020, de recettes fiscales et domaniales liées directement à l'épidémie de la COVID-19.
- La LFI pour 2021 reconduit la compensation à destination du bloc communal pour 2021 à hauteur de **200 millions €** mais uniquement sur les pertes de recettes fiscales.

-> Carrières-sur-Seine n'est pas concernée

Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA

Eligibilité selon son imputation comptable. Certaines dépenses sont exclues du système automatisé ALICE. Mise en œuvre progressive sur 3 ans

-> Carrières-sur-Seine concernée en 2022

Suppression des taxes à faible rendement

L'Etat poursuit pour la 3^{ème} année la suppression de taxe dont le rendement annuel est inférieur à 150 M€

-> Carrières-sur-Seine concernée par la suppression des taxes funéraires (sur les convois, les inhumations et les crémations)

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Impact budgétaire de la Covid19 Sur l'exercice 2020

Conséquences de la crise :

- Baisse forte de fréquentation au niveau périscolaire
- Rigidité des dépenses RH = Difficulté d'adapter l'encadrement => normes toujours plus contraignantes

Coût Covid-19
692 000 €

DEPENSES

Dépenses non réalisées
- 700 000 €

Dépenses exceptionnelles
+ 375 000 €

Maintien de salaires + Prime COVID
+ 310 000 €

- 15 000 €

RECETTES

Perte de recettes
- 750 000 €

Soutien de l'Etat
+ 43 000 € masques

- 707 000 €

- La CAF a versé une participation destinée à maintenir son financement sur la base des éléments 2019 mais 2021 intégrera les éléments réels.
- L'Etat a versé un **acompte** de 40 K€ au titre de l'accompagnement **sur les pertes sur recettes**. Compte tenu des recettes retenues finalement par l'Etat, cet acompte devra être remboursé en 2021.

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Situation BP/BS-CA 2020 En M€	BP/BS 2020 voté	CA 2020 projeté
Dépenses réelles de Fonctionnement	19,0	17,4
<i>Dont RH</i>	11,0	10,4
Recettes réelles de Fonctionnement	19,4	20,0
<i>Dont impôts directs</i>	8,4	8,5
= Autofinancement	0,4	2,6
Dépenses réelles d'Investissement	26,4	6,7
<i>Dont Dépenses équipements et travaux</i>	17,6	6,0
<i>Dont anticipation jugement DEXIA</i>	8,0	0
Recettes réelles d'investissement	22,0	4,8
<i>Dont appel à l'emprunt</i>	5,7	0
<i>Dont anticipation jugement DEXIA</i>	8,0	0
= Besoin de financement	- 4	0,7
Excédent N-1	4	4
= Excédent 2020 à reporter sur 2021*		4,7

* Hors RAR

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Compte administratif 2020 projeté, reprise des résultats

2020

2021

Excédent cumulé 4 627 117 €

FONCTIONNEMENT

Excédent estimé de la section
de fonctionnement au
31/12/2020

4 137 672 €

3 526 082 €

= Solde à reprendre en fonctionnement

INVESTISSEMENT

Excédent estimé de la section
d'investissement au
31/12/2020

489 438 €

RESTES A REALISER

A REPORTER SUR 2021

SOLDE Dépenses et recettes engagées
en attente de paiement / perception

- 1 101 028 €

- 611 590 €

= Besoin de financement
« Ponction » sur
l'excédent de fonctionnement

Rapport d'Orientation Budgétaire 2021



Rappel de la situation financière de la commune

- *Des taux d'imposition maintenus en 2021 comme en 2020 et après -10 % en 2019 sur la TFPB*
- *Volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de rechercher un autofinancement suffisant malgré la crise sanitaire prolongée et une baisse importante des recettes des services*
- *5 M€ d'emprunts négociés afin de financer les reports 2020 sur 2021 (pas d'emprunts en 2019 et 2020) ;*
- *Un encours de dette de 8,89 M€ au 31/12/2020 soit **585€ / hab***

Une gestion raisonnée

Section de FONCTIONNEMENT

DOB 2021

**L'ensemble des données du CA 2020 demeure des données
projetées jusqu'à mise en concordance avec le compte de gestion**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

ORIENTATIONS BUDGETAIRES

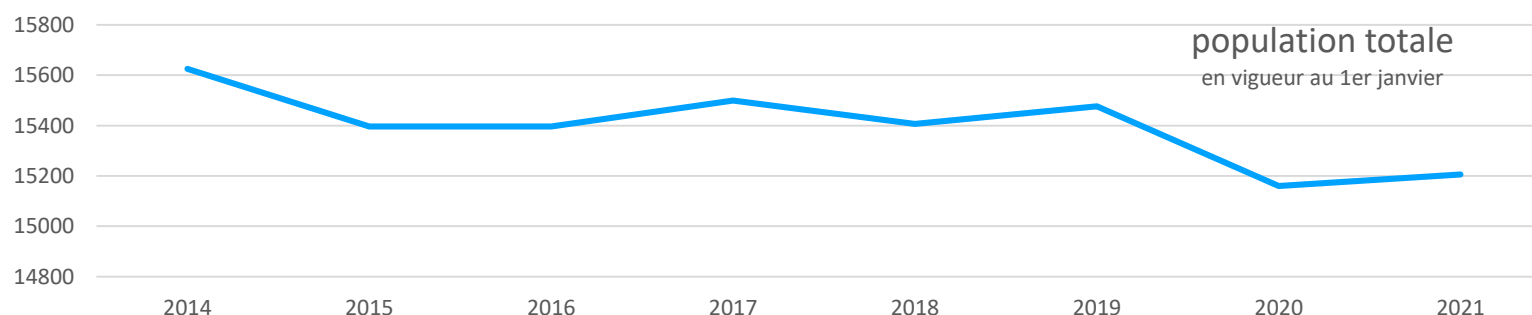
19,2 M€ anticipés

Fiscalité

Dotations

Produits des
services

Un élément important de nos prévisions, un maintien du nombre d'habitants et une stabilité du nombre de logements sur la commune



RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FISCALITE : IMPÔTS ET TAXES

€	BP 2020	CA 2020	DOB 2021
Taxe Foncière Propriétés Bâties	4 664 640 €	4 664 029 €	8 670 000 €* -
Taxe d'Habitation	3 915 000 €	3 914 897 €	-
Taxe Foncière Propriétés Non Bâties	30 000 €	30 714 €	30 000 €
Rôles complémentaires		31 990 €	
	8 609 640 €	8 641 630 €	8 700 000 €

➔ * Avec sous compensation (suppression de la TH)

➔ Maintien des taux de fiscalité en 2021

➔ Hausse des bases de 0,2 % en 2021 + fin d'exonération de bases foncières

Rappel des taux 2021 (2020)

TFPB 13,89% (13,89%) + 11,58%

TFNB 64,66% (64,66%)

Rappel taux moyens nationaux 2019

TFPB 21,59%

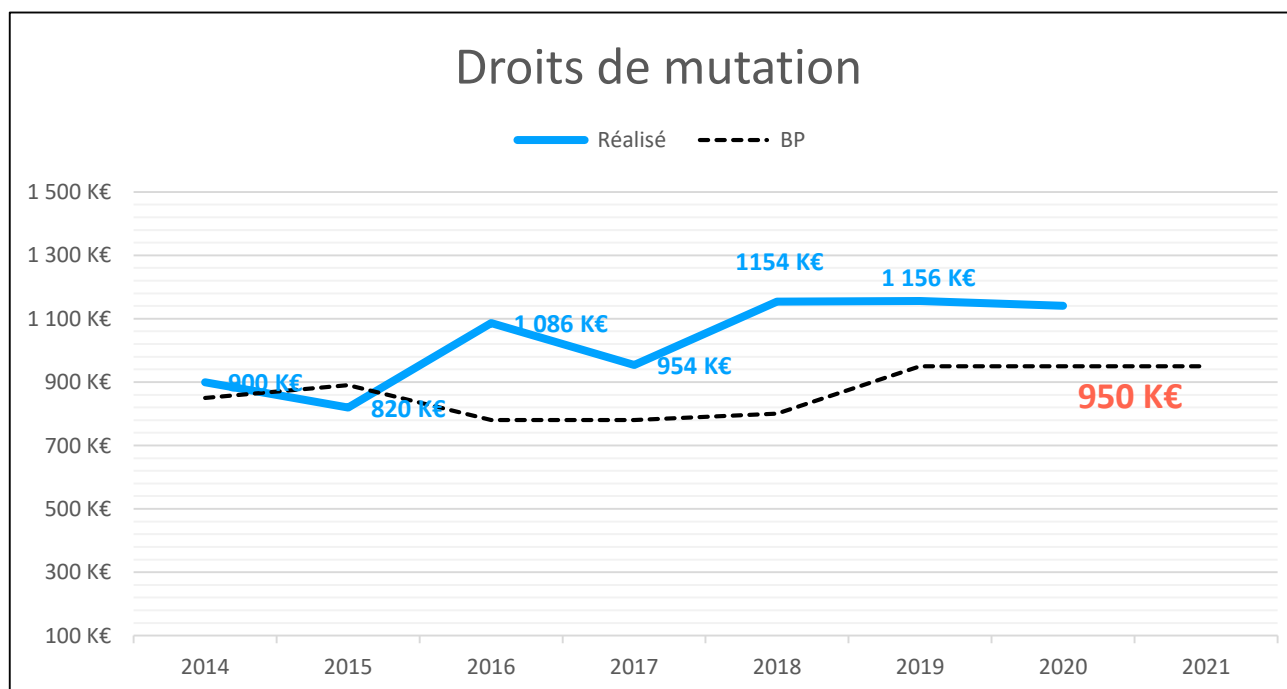
TFNB 49,72%

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FISCALITE : DROITS DE MUTATION

Chiffrage lié comme l'année dernière sur le plancher des réalisés des années précédentes

€	BP 2020	CA 2020	DOB 2021
Droits de mutations	950 000 €	1 140 728 €	950 000 €



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITE : ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)

Attributions de compensation		Variation
2014	3,903 M€	-
2015	4,127 M€	+ 5,7%
2016	4,123 M€	+ 1%
2017	3,979 M€	- 3,5%
2018	4,264 M€	+ 7,1%
2019	4,264 M€	=
2020	4,190 M€	-1,75%
BP 2021	4,158 M€	-0,75 %

2020 BAISSSE -1,75% VOTÉE PAR LA CASGBS EN DÉCEMBRE 2020

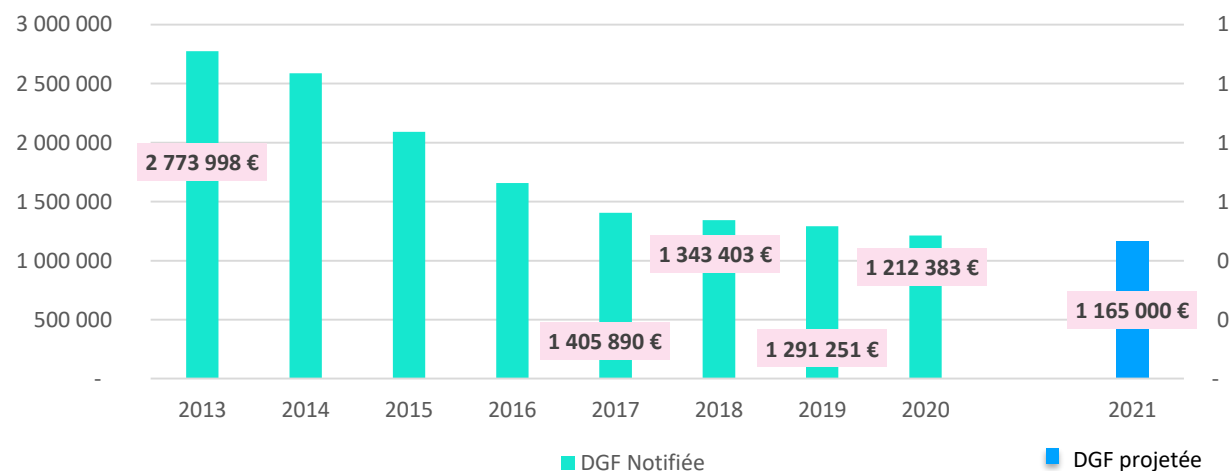
2021 BAISSSE PREVUE -0,75%

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

€	BP 2020	CA 2020	DOB 2021
DGF	1 245 000 €	1 212 383 €	1 165 000 €
CAF	1 370 000 €	1 484 600 €	1 286 000 €
Compensation (T.H &) T.F	171 000 €	150 667 €	32 000 €

Evolution de la DGF



RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES DES SERVICES

Services Scolaires (restauration, garderie, études, TAP), Petite Enfance (crèches), Conservatoire de musique, Bibliothèque, Occupation du domaine public

2014	2,954 M€
2015	2,595 M€
2016	2,873 M€
2017	3,038 M€
2018	2,722 M€
2019	2,761 M€
2020 (CA)	2,770 M€ (2,115 M€)
BP 2021	2,415 M€

Hypothèses retenues pour le BP 2021 (effet Covid)

- **Scolaire** (ALSH, Etudes, et Restauration) en baisse suite à :
 - Fréquentation périscolaire (ALSH et Etudes) **-40%** en moyenne depuis septembre 2020
 - Fréquentation Restauration **-6%** en moyenne
- Limitation des activités culturelles et sportives pour au moins 1 semestre
- Prudence sur réinscriptions rentrée 2021/2022

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



ORIENTATIONS BUDGETAIRES

19 M€ anticipés

Dépenses de
personnel

Charges à
caractère
général

Autres

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Masse salariale 2021 = 11 164 k€

(BP 2020 = 11 100 k€ CA 2020 = 10 597 K€)

mise en œuvre « version 2021 » de l'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels des carrières et des rémunérations

- **Nombre d'agents rémunérés : 329 dont 274 sur emploi permanent**
- **Rémunération sur la base d'une durée effective du travail de 35 heures**
 - **Âge moyen : 43 ans 1/2**
 - **Répartition H/F :**
 - **44% d'hommes**
 - **56% de femmes**
 - **GVT à 2% = soit 200 k€**
- Pour rappel, création de 5 postes de policiers municipaux en plus des 2 ASVP prévus pour accompagner l'action du service et le déploiement de la vidéo protection => impact annuel en 2021 = 210 K€
- Dans le cadre des recherches d'économies :
 - Développement de l'accueil d'apprentis et de stagiaires (avec l'avantage d'optimiser les subventions régionales)
 - Plus de remplacement systématique en cas d'absence temporaire

👉 **A venir** : instauration d'une protection sociale complémentaire dans la fonction publique -> 2024 Prévoyance et 2026 Mutuelle

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES A CARACTERE GENERAL

Chapitre 011 : estimation 5,2 M€ (BP 2020 : 5 667 k€, CA 2020 4 946 k€)

Dans un contexte incertain d'ouverture des équipements et/ou des services, la ville anticipe les ajustements budgétaires suivants :

- Prise en compte du renouvellement du marché de restauration scolaire mais aussi de la baisse de fréquentation donc de consommation
- La mise en œuvre de la vidéo protection, décalée en 2021, devrait permettre de réduire , en s'appuyant sur la pose de la fibre optique, les frais de téléphonie en regroupant tous les abonnements sur quelques uns
- Prise en compte de dépenses exceptionnelles de produits d'entretien, de gels et de masques dans le cadre des réglementations Covid, ainsi que de prestations complémentaires sur le marché de nettoyage
- Ajustement des fluides
- Renégociation des DSP crèche (effet à compter du 1^{er} septembre)
- Livraison Centre Médical avec impact sur frais d'assurance + dommage ouvrage

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

AUTRES

CHARGES DE GESTION COURANTE

€	BP 2020	CA 2020	DOB 2021
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	138 493 €	132 733 €	81 000 €
SUBVENTION CCAS	91 000 €	91 000 €	92 000 €

AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES

€	BP 2020	CA 2020	DOB 2021
LOI SRU	80 000 €	56 042 €	60 000 €
FPIC	460 000 €	430 239 €	440 000 €
SDIS	521 000 €	521 228 €	518 000 €

FRAIS FINANCIERS

Intérêts de la dette : **450 K€** (BP 2020 : 500K€ CA 2020 : 390 703 €)

Section d'INVESTISSEMENT

DOB 2021

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Travaux

RAR : 9,5 M€

Crédits nouveaux à définir après arbitrages budgétaires

Financements

RAR subventions : 3,4 M€

FCTVA et Taxe d'aménagement : 1 M€

Subventions nouvelles en cours d'instructions

Autofinancement & amortissements

Dettes

RAR emprunts: 5 M €

+ Emprunt d'équilibre à définir à l'issue des arbitrages budgétaires

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



RESTES A RÉALISER 9 518 224 €

Reports principaux

- Centre médical : 2,725 M€
- Acquisitions foncières : 1,975 M€ (parcelles BI57 et BI58 + Eviction, terrain NICOLLE)
- Réhabilitation Prévert : 1,165 M€
- Extension complexe sportif des Amandiers : 1,089 M€
- Rue du Colombier / Eiffel : 900 K€
- Vidéo protection : 250 k€
- Travaux presbytère : 154 k€
- Travaux Ecoles (hors Prévert) : 103 k€
- Travaux logements : 100 k€

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



TRAVAUX ANNONCÉS ET EN COURS

→ Rives de Seine 270 k€ => Etudes préalables

Dès la finalisation de l'acquisition, lancement des études préalables : AMO, études géotechniques, pollution des sols, dossier Loi sur l'eau, Faune Flore, ...

→ Réhabilitation de Jacques Prévert et regroupement des Alouettes 1,8 M€ => phase 2 suite à l'attribution des différents lots du marché de travaux lancé

→ Création d'un troisième terrain couvert au tennis des amandiers et vestiaires/tribune 1,7 M€

=> Attribution des différents lots du marché de travaux lancé

→ Vidéoprotection : 900 k€ (avec déploiement fibre + cœur de réseaux)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



PROJETS 2021

- **Voirie & éclairage public** : Colombiers/Eiffel, Bezons/Port Bertrand, Césarine Balagny, Skatepark, Parking Halle Carnot
- **Travaux de sécurisation Ecoles**
- **Rénovation terrain synthétique des amandiers**
- **Réaménagement CTM/URBA/PM** : redéfinition des espaces
- **Rénovation vestiaires, chauffage et terrasses Gymnase Alouettes**
- **Travaux d'économies d'énergie**
Pour la troisième année, le changement des éclairages des bâtiments par des dalles LED et l'installation de mousseurs et d'économiseurs d'eau continue + conséquence négociation nouveau marché de Chauffage (P3)
- **Diverses mises aux normes PMR**

RECETTES D'INVESTISSEMENT



RESTES A RÉALISER 8 417 196 €

→ Subventions : 3,4 M€

1,4 M€ pour la Maison médicale (CD78)

1,137 M€ pour Prévert (Etat et CD78)

294 k€ Diverses voiries (intempéries)

200 k€ pour les véhicules électriques (Etat)

177 k€ pour la vidéoprotection (Etat et Région)

165 k€ solde Contrat départemental Crèche et abords Chat Perché

23 k€ pour le skate parc (CD78)

→ Emprunts : 5 M€

2M€ Crédit Agricole, 20 ans, 0,52%, débloqué sur 24 mois

3M€ Caisse d'Épargne, 25 ans, 0,72%

RECETTES D'INVESTISSEMENT



FINANCEMENTS

→ FCTVA 800 K€

→ Taxe d'aménagement 100 K€

→ **Subventions Etat/Région/Département** déposées ou à venir, de droit commun ou dans le cadre des plans de relance à inscrire au fur et à mesure des notifications :
DSIL Prévert phase 2, DSIL et DETR Amandiers, FIPD Vidéo protection et équipement PM, ARS et DSIL plan de relance pour Centre Médical...

→ **Vente de foncier** : 1 des 3 terrains rue A. Briand + en fonction de l'avancement du dossier presbytère, il sera inscrit pour 250 k€ en cours d'année

→ **Autofinancement**

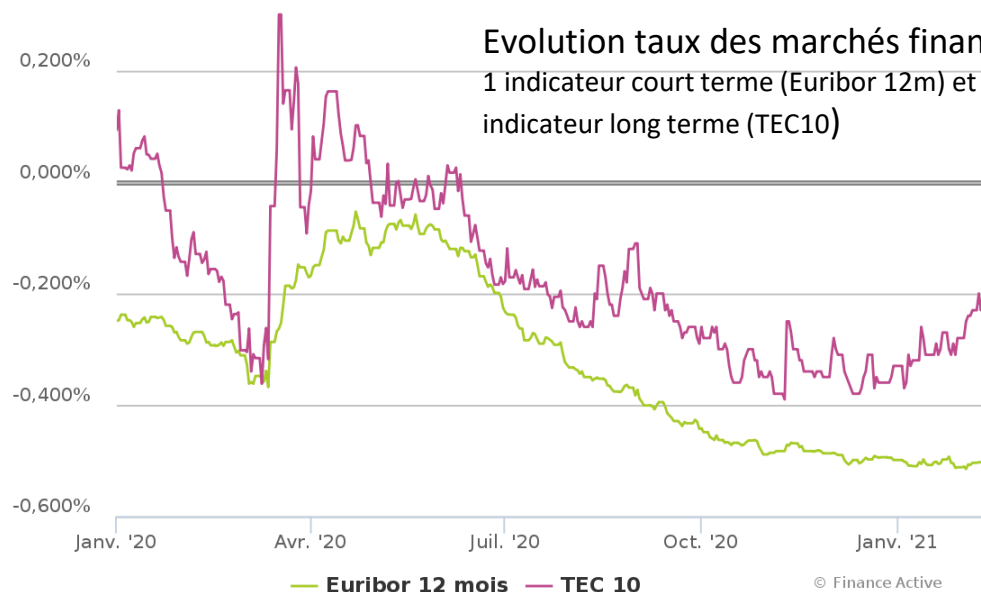
→ **Emprunt d'équilibre**

DETTE - DOB 2021



Evolution taux des marchés financiers

1 indicateur court terme (Euribor 12m) et 1 indicateur long terme (TEC10)



Encours au 31/12/2020 = 8,89M€
dont 5,08M€ au titre des produits structurés DEXIA

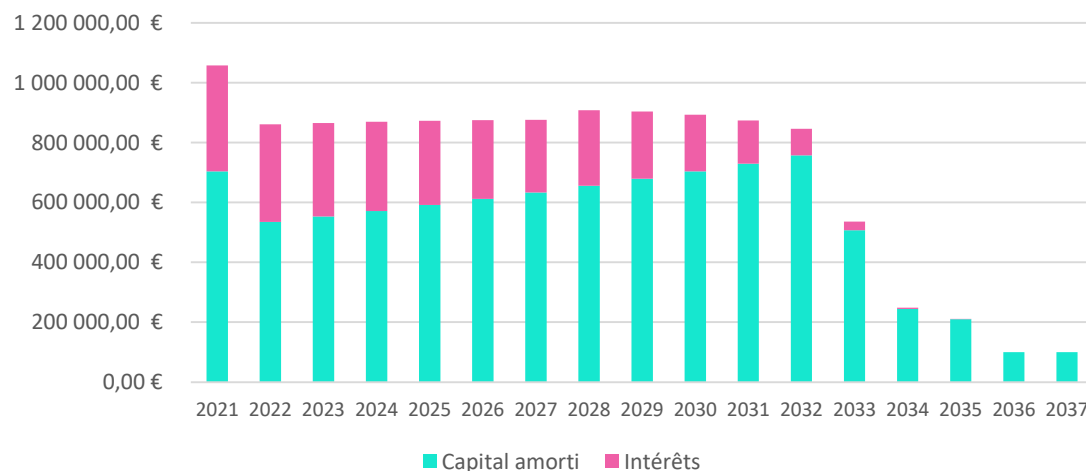
Réparti sur 4 établissements bancaires

Taux moyen de la dette = 3,88%

Durée de vie moyenne =
7 ans et 4 mois

Capacité de désendettement
(dette 31/12/20/ Epargne brute CA 2020)
=
3,43 années
(8 890 667/2 587 496)

Extinction de la dette existante au 31/12/2020



ELEMENTS PROSPECTIFS



FONCTIONNEMENT 2022-2025

- **Probable changement de fonctionnement des familles** = niveau de fréquentation scolaire et périscolaire durablement impacté => réflexion sur les tarifs
- **Intégration du remboursement des emprunts nouveaux**
- **Poids de la fiscalité sur la seule TFPB** => plus forte rigidité des recettes

Nécessaire maîtrise des dépenses et accompagnement des recettes

AUTRES PROJETS D'INVESTISSEMENTS 2022-2025

- **Voirie & éclairage public** : Victor Hugo, Aristide Briand
- **Rives de Seine** : mise œuvre du projet
- **Projet des Alouettes**
- **Médiathèque** : préparation et mise en œuvre

Nécessaire optimisation du foncier libéré, des subventions
mais aussi échelonnement adapté des projets

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT

ROB 2021

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES



Le budget Assainissement Prestations de services retrace les flux croisés entre la CASGBS et la commune qui gère la compétence, pour son compte et dans le cadre de la convention signée en décembre 2019.

	DEPENSES		RECETTES	
INVESTISSEMENT	c/4581 Travaux rue des Pierres blanches hors DSP	60 000	c/4582 Travaux pour le compte de tiers – refacturation CASGBS	60 000
TOTAL		60 000		60 000
FONCTIONNEMENT	c/61523 Entretien de réseaux c/658 Remboursement redevance à la CASGBS + frais de contrôle	25 000 175 000	c/70611 Redevance Assainissement c/ 7068 Refacturation travaux CASGBS c/7588 Frais Contrôle assainissement	170 000 25 000 5 000
TOTAL		190 000		190 000

CONCLUSION



Le prochain budget sera construit de façon raisonnée,
en associant préservation de l'épargne et étalement des investissements.

CONSEIL MUNICIPAL du 8 mars 2021

Merci de votre attention...